

Copie à: Pro, Ja, Hf, To, Gro, *HK + Sing (25.7.73)*

Entretien du 16.7.1973 au sujet de la "mission contrefaçons"

Participants: Ambassadeur Probst

Ministre Bauer

MM. Thomas, Hool, Benoit, To, Gro.

HONG KONG

A. Appréciation générale de la situation à la suite de la "mission contrefaçons"

D'une façon générale, on peut dire que la lutte contre les contrefaçons est engagée; on constate une sensibilisation des autorités et de l'opinion publique au sujet du problème de la contrefaçon. Du point de vue légal aussi, des progrès sont à enregistrer. Une loi sur le copy right introduite en février dernier donne à l'industrie horlogère suisse la possibilité de s'appuyer sur ce texte dans ses démarches.

En conclusion, on peut affirmer que les premiers pas sont faits et il s'agit de maintenir la pression exercée à la fois sur les autorités et les importateurs, la presse et les tribunaux. De plus, il faudra intensifier l'information pour montrer à Hong Kong ce qui se fait ailleurs. Le voyage de l'Ambassadeur Probst sera donc extrêmement important et il soulignera une fois de plus le prix que nous attachons à la solution du problème en question.

Pour mieux défendre ses intérêts dans le sens indiqué ci-dessus, l'industrie horlogère suisse a décidé de l'envoi d'un délégué spécial (non technicien) dont la mission sera de surveiller le développement de la situation sur l'ensemble de l'Extrême-Orient.



B. Arguments à faire valoir à Hong Kong

1) La question de l'accord

Lien entre un accord et les préférences:

Il faut répéter aux autorités de Hong Kong que nous sommes déçus de leur précédent refus d'entrer en matière. Il sera utile cette fois-ci de leur soumettre un texte en anglais (qui reprenne les formules déjà adoptées dans des cas semblables) et de leur signaler clairement que pour nous il existe un lien entre la conclusion d'un accord et les décisions que nous allons prendre au sujet de la 2^{ème} phase des préférences et plus particulièrement en ce qui concerne les boîtes de montres.

La nécessité de l'accord:

Pour nous, un accord est nécessaire, car même si on peut se féliciter de la situation actuelle, rien ne nous garantit qu'elle sera maintenue après le départ de M. Porter. Nous ne pouvons donc pas nous fier uniquement à la bonne volonté de Hong Kong.

Pour Hong Kong, l'accord aurait principalement deux effets bénéfiques. D'une part, plus les autorités seront dures, plus elles se heurteront à des résistances de certains milieux. Or, l'existence d'un accord leur rendrait la tâche plus aisée du fait qu'elles pourraient s'appuyer dans leurs actions sur un engagement écrit avec un Etat étranger. D'autre part, la signature d'un accord bilatéral avec la Suisse ne pourrait qu'améliorer "l'image" de la colonie qui, en tant que principale plaque tournante de la contrefaçon, ne jouit pas d'une très bonne renommée. Hong Kong qui croit à sa vocation industrielle doit se conformer aux "règles du jeu" internationales et si la colonie veut

- 3 -

qu'elle soit prise au sérieux, elle doit s'engager à respecter la propriété tant industrielle qu'intellectuelle. Sans engagement de ce genre, Hong Kong ne pourra pas se prévaloir envers nous de l'argument du libéralisme.

Lebut de l'accord:

Il faut être précis: nous n'essayons pas d'étouffer par un accord une industrie horlogère naissante à Hong Kong. Nous ne craignons pas une concurrence saine avec une industrie "honnête". Notre lutte est uniquement dirigée contre la fraude. D'ailleurs, nous désirons obtenir un accord général sur la "protection of industrial property" (gewerbliches Eigentum) et nous ne cherchons pas à conclure un accord particulier pour le secteur horloger.

Référence à d'autres pays:

Nous pouvons nous référer aux travaux de la Commission mixte Suisse-URSS et insister à Hong Kong sur le fait qu'il ne leur sera pas possible de jouer contre nous la carte de l'Union soviétique. En forçant un peu les choses, on pourra leur faire comprendre à Hong Kong que leur principal fournisseur sera vraisemblablement bientôt partie à un accord de protection industrielle et que dès lors il ne serait pas normal que nous n'arrivions pas à nous entendre sur un accord bilatéral.

De plus, il y a lieu d'attirer l'attention de nos interlocuteurs sur la possibilité d'application de mesures draconiennes par les douanes des Etats-Unis et de leur montrer ainsi qu'il serait grand temps qu'ils tirent eux-mêmes les conclusions de cette situation.

2) La question des poinçons de maître

D'après la loi, les poinçons étrangers sont protégés à Hong Kong, mais il sera intéressant de soulever la question pour connaître la réaction de Hong Kong. [A noter en passant que la Suisse ne protège que les poinçons suisses, mais au dire de M. Hool, la loi est actuellement en révision].

C. Les personnes à voir à Hong Kong

- Le gouverneur
- M. Porter (éminence grise du Ministère du commerce et de l'industrie)
- M. Suter (consul général)
- Milieux suisses, notamment les dirigeants de la "Watch Importers Association" et son "Sous-Comité des importations, chargé du problème de la contrefaçon". (Dans ce dernier cas, il serait peut-être indiqué de procéder à une réunion de travail.)
- Il serait judicieux d'organiser un cocktail qui permettrait à l'Ambassadeur Probst de rencontrer également d'autres personnes (qu'il lui serait difficile de voir autrement) par exemple le Procureur et les hauts responsables de la police.
- Centre d'information de l'industrie horlogère suisse.
- Centre technique de l'industrie horlogère suisse.

SINGAPOURA. Appréciation de la situation à la suite de la "mission contrefaçons"

Très peu a été fait à Singapour dans le domaine de la lutte contre la contrefaçon. (Selon le Ministre Bauer, cela est en partie la faute de la Suisse qui n'a pas profité, pendant deux ans, des bonnes dispositions dont faisaient preuve les dirigeants de Singapour). L'étendue de la contrefaçon locale est encore petite, mais il ne faut pas perdre de vue la possibilité d'un déplacement, vers Singapour, du centre de la contrefaçon au cas où Hong Kong prendrait des mesures sévères. Tout* est la situation dans le domaine du transit. De par l'importance des ports-francs de Singapour, cette ville est le centre du trafic des montres contrefaites.

* autre

Contrairement à Hong Kong ni le public, ni l'administration n'ont été sensibilisés au problème et ce travail reste encore à faire. En vertu de la structure du pouvoir (à caractère dictatorial), il devrait être plus facile qu'à Hong Kong d'obtenir des résultats à Singapour. Il semble qu'il suffirait qu'un ordre vienne de haut lieu pour mettre en oeuvre la lutte active contre la contrefaçon. C'est en quelque sorte l'étincelle initiale qui doit encore être donnée.

B. Arguments à faire valoir à Singapour

Lien avec Hong Kong

En se référant aux efforts entrepris par Hong Kong en vue d'affirmer et ^{de}raffermir sa vocation industrielle, on pourra rendre attentives les autorités de Singapour au danger que représenterait pour eux la répétition des erreurs commises par Hong Kong.

Singapour, ville propre

Singapour qui déclare vouloir devenir la ville la plus propre (sens moral et physique) de l'Extrême-Orient devrait également, pour être digne de cette appellation, s'engager à combattre la contrefaçon.

Référence à un discours du Premier ministre

En 1971, sauf erreur, le Premier ministre de Singapour a tenu une conférence à Zurich *) et il avait laissé entendre à cette occasion qu'il était favorablement disposé à l'égard d'éventuelles mesures à prendre pour lutter contre la contrefaçon. Il serait utile de pouvoir se référer à ses déclarations.

*) organisée par l'UBS. Le texte du discours nous sera envoyé prochainement par le Ministre Bauer.

C. Préparation des contacts avec le Ministre de la défense

Il n'est pas facile d'obtenir un rendez-vous avec le Ministre de la défense de Singapour, mais, au dire du Ministre Bauer, il prêterait une oreille particulièrement attentive aux propos de certains Suisses. Afin que ces derniers puissent nous préparer le terrain, le Ministre Bauer propose de se mettre en rapport avec les personnes concernées. (Il s'agirait de MM. Stopper, Colombo, Bührle et Sulzer).

D. Personnes à voir à Singapour

- Premier ministre
- Ministre de la défense, M. Gohal Ken Swee (qui est en fait le numéro deux du régime)
- Un "social event" tel qu'il est prévu à Hong Kong pourra également être organisé à Singapour en vue de rencontrer les différents milieux (importateurs, centre technique, etc.).
- M. Béglé, chargé d'affaires.

Gro
19.7

P.S. Le rapport de M. Thomas paraîtra probablement la semaine prochaine.